

Le président Castillo écarte une crise ministérielle au Pérou



Lima, 30 septembre (RHC) Le président péruvien, Pedro Castillo, a écarté aujourd'hui le déclenchement par le premier ministre, Guido Bellido, d'une crise politique, comme il avait menacé de le faire, si le Parlement, où l'opposition qui détient la majorité, présente une motion de censure contre le ministre du Travail, Íber Maraví.

La présidente du Congrès de la République, María del Carmen Alva, a assuré ce matin, après une réunion avec le président, que celui-ci lui avait fait savoir que le Cabinet ministériel ne partageait pas la position de Bellido.

'Nous avons eu une communication très cordiale, dans laquelle le président a exprimé que ce n'est pas le sentiment général du Cabinet' l'avertissement préalable de Bellido, qui ferait question de confiance dans tout le Cabinet ministériel, si nécessaire, pour empêcher la censure (destitution) de Maraví.

Dans un tel cas, si le congrès censure le ministre, tous les ministres cesseraient dans leurs fonctions et, si la chute collective d'un cabinet se répétait, Castillo resterait constitutionnellement habilité à dissoudre le congrès et à convoquer de nouvelles élections législatives.

'Au Congrès, nous avons toujours fait preuve de dialogue pour travailler en faveur de la gouvernance, c'est pourquoi nous sommes ici et le sujet a été clarifié et c'est pourquoi nous partons tranquillement', a ajouté la députée conservatrice.

Alva a dirigé une délégation multipartite qui a rencontré à minuit le chef de l'État pour discuter de l'ultimatum virtuel de Bellido, qui a participé à la réunion, mais s'est retiré peu après.

Bellido a lancé l'avertissement hier soir, après la session hebdomadaire du Conseil des ministres, et a déclaré qu'il accompagnerait aujourd'hui Maraví à l'interpellation par la plénière du Congrès, au cours de laquelle plusieurs membres ont avancé qu'ils étaient décidés à le censurer.

Maraví sera interpellé pour des soupçons de la police et des accusations sur de présumés liens avec des éléments du presque disparu groupe armé Sentier lumineux, qui remontent à quatre décennies, et d'incitation à des troubles au cours d'une grève durant la dernière décennie.

Selon Bellido, l'interpellation est motivée par des intérêts politiques car les accusations sont sans fondement.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/272157-le-president-castillo-ecarte-une-crise-ministerielle-au-perou>



Radio Habana Cuba